

Initiatives ministérielles

arrivé au pouvoir, à 13,5 p. 100? Est-ce parce qu'elle n'était pas si mauvaise après tout?

M. Valcourt: Monsieur le Président, laissez-moi dire quelque chose au député.

Tout d'abord, je vois parfaitement bien pourquoi le député ne pourrait pas gagner sa vie en exploitant une entreprise. S'il voit la réalité comme il vient de le dire, je pourrais répondre sur le même ton. Si je pensais que les Canadiens étaient aussi stupides qu'il le croit. . .

M. Gauthier: Vous êtes trop stupide pour pouvoir répondre à la question.

Des voix: Oh, oh!

M. Valcourt: Voilà bien les libéraux. Ils ne savent qu'empêcher les autres de parler.

Je pourrais rétorquer au député. Il dit que le premier test est de savoir à quelle catégorie on a affaire. La première, la deuxième, la troisième ou la quatrième? Aujourd'hui, les choses sont beaucoup plus difficiles, car il faut déterminer, à la caisse, laquelle des 22 000 exemptions peut s'appliquer.

M. Gauthier: Sottises!

M. Valcourt: Pas plus que celles qu'il débite aujourd'hui. Pourquoi les chambres de commerce. . .

[Français]

Monsieur le Président, ils me font penser. . .

Le président suppléant (M. DeBlois): Alors, j'en appelle à la collaboration des deux côtés de la Chambre, et je demande au ministre de compléter sa réponse à la question qui lui a été posée. La parole est au ministre des Pêches et des Océans.

M. Valcourt: Monsieur le Président, il y en a qui ne comprennent rien, et c'est vrai. Il y en a qui ne comprennent rien et qui ne veulent rien comprendre. C'est facile d'essayer de jeter de la poudre aux yeux. Les libéraux, vous êtes passés maîtres dans l'art de le faire et vous allez payer pour, parce que la même rhétorique que vous entendez aujourd'hui de ces gens-là, c'était la même en 1988, avant la campagne électorale. Durant la campagne sur le libre-échange, cela allait être terrible, et le soleil allait arrêter de se lever le lendemain matin! Pourtant, vous verrez qu'à partir du 1^{er} janvier, les gens vont s'apercevoir d'une chose: le monde pauvre, les gens qui ont moins de revenus au Canada, qui ont moins de 30 000 \$ de revenus dans leurs poches vont aller au magasin et ils vont avoir un petit peu plus d'argent dans leurs poches

pour payer leurs affaires, ça va leur coûter moins cher. Voilà la réponse à sa question, monsieur le Président.

• (1630)

[Traduction]

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, je n'avais pas imaginé que notre motion provoquerait une panique aussi manifeste.

Des voix: Oh, oh!

M. McCurdy: Mais que voit-on? Pris de panique, l'honorable ministre des Pêches quitte la Chambre.

Je tiens simplement à dire une chose. Personne de ce côté-ci n'a jamais accusé les Canadiens d'être stupides ni supposé qu'ils l'étaient, pas même les 15 p. 100 qui appuient le gouvernement.

Je suppose, monsieur le Président, que vous verrez en moi un de ces néo-démocrates à cravate. Nous n'adoptons pas la même position que les conservateurs macho portant un blouson de cuir et chevauchant une moto qui sont prêts à écraser les Canadiens peu importe ce qu'ils peuvent vouloir.

Le ministre me paraît souffrir d'une grossière incompréhension de la nature de notre pays. Les Canadiens sont en colère. Le premier ministre a dit, et je le cite à peu près textuellement, que les Canadiens n'ont plus confiance dans les hommes politiques, qu'ils croient que ces derniers ne les écoutent plus. Il est clair que l'homme politique dont il parlait, c'était lui-même. C'est lui qui a refusé d'écouter les gens.

Je voudrais poser au ministre des Pêches une question à laquelle il ne répondra pas, je suppose, parce que je ne le vois pas le faire: pourquoi n'est-il pas possible au parti ministériel d'écouter les Canadiens, de cesser de décider qui est stupide et qui ne l'est pas? Même ceux qui sont vraiment stupides à ses yeux ont néanmoins des aspirations et des vœux particuliers pour leur pays et pour eux-mêmes. Ce que le gouvernement devrait faire, et je voudrais lui demander pourquoi son gouvernement ne le fait pas, c'est démissionner et permettre aux Canadiens, dont aucun n'est stupide, de se prononcer sur leur avenir. Je pense bien que cet avenir sera confié à ceux d'entre nous de ce côté-ci qui portons la cravate.

M. Fulton: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Je voudrais vous entendre dire s'il est approprié qu'un ministre qui a pris la parole à la Chambre et a passé trente minutes à lancer des insultes grossières quitte la Chambre pendant la période réservée aux questions et observations.